

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Marché n° PA_2025-006

**Conception et animation de séminaires d'accompagnement à la prise
de poste des sous-directeurs et chefs de service primo-nommés**

**MARCHE DE SERVICES
(Prestations intellectuelles)**

**Marché passé selon la procédure adaptée
Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales	3
1-1- Forme, décomposition et montant du marché	3
1-2- Durée du marché.....	3
1-3- Réalisation de prestations de services similaires	4
1-4- Sous-Traitance.....	4
Article 2 - Pièces contractuelles	4
Article 3 - Modalités d'exécution des prestations	4
3-1- Lieux, dates et horaires d'exécution	4
3-2- Délais d'exécution	4
3-3- Modalités de présentation des intervenants	5
3-4- Conditions de report et d'annulation du séminaire à l'initiative du pouvoir adjudicateur.....	5
Article 4 - Utilisation des résultats et propriété intellectuelle.....	5
Article 5 - Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnel .	5
Article 6 - Respect des principes de neutralité et de laïcité	6
Article 7 - Prix et règlement.....	7
7-1- Emission et contenu des bons de commande	7
7-2- Forme du prix	7
7-3- Contenu du prix	7
7-4- Variation des prix	7
7-5- Modalités de règlement	8
7-5-1- Périodicité et régime des paiements.....	8
7-5-2- Présentation des demandes de paiement	8
7-5-3- Délais de paiement	9
7-5-4- Intérêts moratoires	9
Article 8 - Clause de réexamen	10
Article 9 - Contrôles de la bonne exécution du marché.....	10
9-1- Opérations de vérifications.....	10
9-2- Pénalités	10
9-2-1- Pénalités de retard	11
9-2-2- Pénalités relatives à l'annulation des formations	11
Article 10 - Documents à remettre par le cocontractant pendant toute la durée du marché	11
Article 11 - Résiliation	11
Article 12 - Litiges et différends	11
Article 13 - Dérogations aux documents généraux	12

Article 1 - Dispositions générales

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le service d'animation de séminaires d'accompagnement à la prise de poste des sous-directeurs et chefs de service primo-nommés.

La description technique des prestations attendues est définie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-1- Forme, décomposition et montant du marché

Forme	Montant minimum HT	Montant maximum HT par séminaire (parties 1 et 2) incluant une rencontre ALUMNI
Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique)	aucun	20 000 EUR

Le montant total du marché est conclu avec un maximum de **168 000 EUR HT** sur toute la durée du marché.

Il ne comporte ni tranche, ni phase, ni lot.

1-2- Durée du marché

Durée initiale : 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Reconduction : tacite annuelle dans la limite de 3 reconductions de 12 mois chacune sauf dénonciation expresse par lettre recommandée avec accusé de réception par le pouvoir adjudicateur trois mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder quarante-huit (48) mois à compter de la date de notification du marché.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent s'exécuter jusqu'à six (6) mois après la fin de vie du marché, à condition que ces bons de commande aient été émis avant l'expiration du marché.

L'exécution des prestations débute à la date de notification de chaque bon de commande.

1-3- Réalisation de prestations de services similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés de prestation de services similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial. Le montant cumulé de ces prestations similaires ne pourra dépasser 50 % du montant total du marché.

1-4- Sous-Traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et en complément des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG – PI.

Le titulaire veillera présenter ses sous-traitants qui ne l'auraient pas été lors du dépôt de son offre ainsi que toutes les pièces et informations nécessaires à l'acceptation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance). Devront y être indiquée les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire sauf lorsque le montant est inférieur à 600 EUR TTC.

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4, R. 2152-5 et R. 2193-9 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

Article 2 - Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, et son annexe, le bordereau des prix (BP) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes éventuelles ;
- le mémoire technique ;
- les bons de commande.

Article 3 - Modalités d'exécution des prestations

3-1- Lieux, dates et horaires d'exécution

Les lieux d'exécution du marché figurent dans le bon de commande. Le premier séminaire (partie 1) aura lieu les 13 et 14 mai 2025.

3-2- Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à intervenir aux dates et horaires indiqués dans les bons de commande

et à respecter les délais indiqués dans le CCTP, le présent CCAP et le CCAG – PI.

En cas d'arrêt de travail de leurs intervenants, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations du marché, indispensables à la continuité du service.

En cas de non-respect des dates et horaires ou délais, le titulaire encoure des pénalités, conformément à l'article 9-2-1 du présent CCAP.

3-3- Modalités de présentation des intervenants

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite par le titulaire dans son offre. Aussi, le titulaire doit dépêcher la même personne dans la mesure où elle donne satisfaction.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable du marché, par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG – PI, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et le curriculum vitae (CV) à la personne responsable du marché dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable des marchés.

En cas de retard dans la désignation du remplaçant ou de la transmission du nom et du CV de celui-ci, le titulaire encourt une pénalité prévue à l'article 9-2-1 du présent CCAP.

A défaut de désignation ou si ce remplaçant est récusé par le pouvoir adjudicateur dans le délai de 5 jours indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par le CCAG – PI.

3-4- Conditions de report et d'annulation du séminaire à l'initiative du pouvoir adjudicateur

En cas de report de la formation à de nouvelles dates, celles-ci sont fixées d'un commun accord avec le titulaire.

En cas d'annulation et/ou de report intervenant 5 jours ouvrés avant la date du séminaire, le titulaire pourra bénéficier du remboursement des frais éventuellement engagés sur production d'un état justificatif dûment approuvé par le pouvoir adjudicateur.

Article 4 - Utilisation des résultats et propriété intellectuelle

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG – PI s'appliquent.

Article 5 - Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnel

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la

directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

Le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions du pouvoir adjudicateur et à informer celui-ci, le cas échéant, des traitements effectués par un sous-traitant.

Les parties s'engagent à informer les personnes concernées, au moment de la collecte, de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données) et à leur transmettre l'adresse du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur. Celui-ci est chargé de centraliser leurs demandes d'exercice de leurs droits et d'y donner suite, avec l'aide du fournisseur si nécessaire.

L'adresse courriel du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur est dpo@insp.gouv.fr.

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement toute violation des données et à y remédier. Le délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur se charge de notifier les violations de données à la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Les données à caractère personnel sous-traitées dans le cadre du présent marché sont définies ci-dessous. A ce titre, les données feront l'objet de traitements puis seront détruites à la fin du présent marché.

Données à caractère personnel sous-traitées :

- Données à caractère personnel traitées : noms, prénoms, courriel, numéro de téléphone personnels ou professionnels, employeur et intitulé du poste, images (photos et vidéos) ;
- Catégories de personnes concernées : participants au séminaire, accompagnateurs et intervenants ;
- Finalité(s) du traitement : compléter les fiches d'émargement ;
- Nature du traitement : utilisation, conservation et destruction.

Le titulaire s'engage à prendre des mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données et à préciser celles-ci au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.3 du CCAG – PI, aucune pénalité n'est prévue.

Article 6 - Respect des principes de neutralité et de laïcité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers des participants à la formation et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité de celle-ci.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution de la formation, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale tous les participants, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Les intervenants s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Le titulaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie la formation, notamment ses sous-traitants, s'assure du respect de l'égalité des participants à la formation et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Le pouvoir adjudicateur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire. Le pouvoir adjudicateur et le titulaire prennent alors des mesures pour y remédier.

Article 7 - Prix et règlement

7-1- Emission et contenu des bons de commande

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité et les délais d'exécution, le cas échéant.

7-2- Forme du prix

Le marché est traité à prix unitaires et à prix forfaitaire au vu du BP annexé à l'AE.

7-3- Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ; en particulier, sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts ;
- les taxes et écotaxes ;
- les frais afférents à l'assurance ;
- les frais de cessions de droit liés à l'utilisation des résultats ;
- les frais de déplacement (hôtellerie, restauration, transports) ;
- l'ensemble des livrables inscrit au CCTP ;
- les mises à jour mineures du contenu pédagogique (moins de 10% du contenu) ;
- les réunions de lancement, de préparation, de suivi de marché, et de validation entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ;
- ainsi que toutes les sujétions liées à la mise en œuvre des prestations du marché.

7-4- Variation des prix

Les prix du marché sont révisibles annuellement à la date anniversaire du début du marché selon les modalités décrites ci-après.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_0 * \left[\left(\frac{I}{I_0} \right) \right]$$

- P = prix révisé
- P₀ = prix réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro » (M₀) ;

- I = valeur du dernier indice Syntec connu définitif à la date de révision du prix (<https://www.syntec.fr/>)
- I_0 = valeur du dernier indice Syntec connu définitif au mois M_0 (<https://www.syntec.fr/>)

Si le titulaire souhaite bénéficier de la révision du prix, il notifie au service facturier (SFACT), à l'adresse courriel SFACTDEPENDANCES-AC@insp.gouv.fr, ses nouveaux prix au plus tard au moment du dépôt de la première facture après la date de révision.

La formule de calcul, les indices utilisés et la variation des prix sont explicitement indiqués sur ladite facture ou sur tout autre état liquidatif. A réception des nouveaux tarifs dans le délai indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose alors de trente jours pour accepter la variation. Passé ce délai, les prix sont réputés acceptés.

L'utilisation d'une formule différente entraînera le rejet de la révision des prix et le titulaire disposera d'un délai de dix jours pour effectuer une autre demande de révision. A défaut, les prix ne seront pas révisés.

Les prix révisés seront appliqués aux prestations réalisées après la date de révision.

En cas de hausse du prix supérieure à 6% (six pour cent) sur douze mois glissants, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, le marché.

7-5- Modalités de règlement

7-5-1- Périodicité et régime des paiements

Les prestations sont réglées au fur et à mesure de leur réalisation au vu de la facture et après attestation des services faits.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facture distincte.

Mode de règlement : virement par mandat administratif.

7-5-1-1 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG – s'applique.

7-5-2- Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa facture sous forme électronique, conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement

En application de l'article D. 2192-2 du même code, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le n° du marché ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- l'adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;

- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

La transmission des factures s'effectuera par internet via le portail Chorus Pro accessible à l'URL suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>
SIRET de l'INSP : 197 534 639 00020 – code service : DL

Pour les micro-entreprises, il existe un lien pour les guider dans leurs démarches sur chorus-pro.gouv.fr :
<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/facturation-electronique-mode-demploi-pour-les-micro-entreprises/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

7-5-3- Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

7-5-4- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions R. 2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 EUR (quarante euros) se rajoute aux IM.

Article 8 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution du présent accord-cadre, des modifications et/ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir, à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Ces modifications et/ou ajouts, ne remettent pas en cause la nature globale du présent accord-cadre sous réserve que l'économie du marché ne soit pas modifiée. Un avenant sera alors établi.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier, en cours d'exécution, et avec l'accord du titulaire, les caractéristiques suivantes :

- **Nombre de participants** : réduction ou augmentation du nombre de participants par séminaire, dans la limite de dix personnes à la hausse ou à la baisse.
- **Durée des séminaires** : réduction ou augmentation de la durée de chaque séminaire (partie 1 et/ou partie 2), dans la limite d'une demi-journée à la hausse ou à la baisse.
- **Montant des prestations** : le montant maximum de chaque séminaire supplémentaire (comprenant les parties 1 et 2) ainsi que celui d'une rencontre « Alumni » pourra être révisé, **à la hausse ou à la baisse**, en fonction :
 - de la variation du nombre de participants ;
 - et/ou de la réduction/augmentation de la durée des séminaires.

Dans tous les cas, le montant maximum par séminaire ne pourra excéder un total de **8 000 € HT pour les deux prestations combinées**.

Ces modifications peuvent entraîner des changements du Bordereau des Prix (BP).

Elles sont enclenchées après discussion avec le titulaire, dans la limite de trois fois sur la durée totale du marché.

Article 9 - Contrôles de la bonne exécution du marché

9-1- Opérations de vérifications

Les formations font l'objet de vérifications effectuées par l'équipe pédagogique de l'INSP au vu du bilan pédagogique, complété des évaluations des participants, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG – PI, les opérations de vérification se feront en dehors de la présence du titulaire.

En ce qui concerne les supports pédagogiques, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG – PI, le délai dans lequel le titulaire doit faire connaître son acceptation d'améliorer ses prestations, ainsi que le délai dans lequel il doit les améliorer sont indiqués dans la décision d'ajournement.

9-2- Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG – PI, les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière et le délai expire à la fin du dernier jour de la date prévue.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai

d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application des pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci peut, par une décision motivée et au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire, renoncer à l'application de pénalités.

Les pénalités sont cumulables, dans la limite, sauf exception indiquée ci-après, de 50 % du montant HT de la commande et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

9-2-1- Pénalités de retard

En cas de retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Retard dans la production de tout livrable ou documentations demandées dans le cadre du présent marché : 100€ par jour ouvré de retard ;
- Retard dans désignation ou la transmission du CV d'un remplaçant : 50€ par jour ouvré de retard ;
- Retard dans le démarrage d'une session formation : 150€ par heure ouvrée de retard.

9-2-2- Pénalités relatives à l'annulation des formations

- Annulation non justifiée au préalable d'une session de formation de la part du titulaire à moins de 20 jours ouvrés de la formation : 30% du montant de la session ;
- Annulation non justifiée au préalable du séminaire de la part du titulaire à moins de 5 jours ouvrés du séminaire : 50 % du montant du séminaire.

Dans ces cas, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation pour les travaux préparatoires à la prestation annulée.

Article 10 - Documents à remettre par le cocontractant pendant toute la durée du marché

Conformément aux articles D. 8222-5, D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail, le cocontractant fournira tous les six mois, les pièces et attestations mentionnées aux articles précités, applicables au statut du cocontractant sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse URL suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>.

Article 11 - Résiliation

Outre les possibilités de résiliations mentionnées dans le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG – PI.

Article 12 - Litiges et différends

L'organe chargé des procédures de médiation est le Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics de la Préfecture de Meurthe-Et-

Moselle.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 13 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- L'article 3-3 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG – PI.
- L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 5.2.3 du CCAG – PI.
- L'article 9-1 du présent CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG. – PI.
- L'article 9-1 du présent CCAP déroge à l'article 29.2.1 du CCAG. – PI.
- L'article 9-2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG – PI.